



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1097
19 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 19 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration publiée le
19 novembre 1998 par le Ministère des affaires étrangères de l'État d'Érythrée
au sujet de la décision de Djibouti de rompre ses relations diplomatiques avec
l'Érythrée.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

Annexe

DÉCLARATION PUBLIÉE LE 19 NOVEMBRE 1998 PAR LE MINISTÈRE ÉRYTHRÉEN
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU SUJET DE LA DÉCISION DE DJIBOUTI DE ROMPRE
SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'ÉRYTHRÉE

Le Gouvernement érythréen a à plusieurs reprises fait part au Gouvernement djiboutien de sa préoccupation devant la coopération injustifiée de ce dernier avec l'effort de guerre de l'Éthiopie contre l'Érythrée. Les protestations diplomatiques de l'Érythrée étaient accompagnées de preuves matérielles irréfutables. Constatant que le Gouvernement djiboutien ne tenait pas compte de ces protestations, l'Érythrée a dépêché à Djibouti, le 10 septembre 1998, une délégation de haut niveau, conduite par le Ministre des affaires étrangères, qui était porteuse d'une lettre du Président Isaias Afwerki destinée au Président de Djibouti. L'Érythrée a également fait part de ses préoccupations au Président en exercice de l'OUA.

C'est dans ce contexte que l'Érythrée a demandé que Djibouti ne fasse pas partie du Comité de haut niveau de l'OUA à la réunion des 7 et 8 novembre de Ouagadougou, étant donné que Djibouti ne pouvait être en même temps partie au conflit et médiateur honnête. L'Érythrée a en outre précisé au cours de cette réunion qu'elle était prête à produire toutes les preuves dont elle disposait et a prié le Gouvernement djiboutien d'autoriser une équipe indépendante à se rendre à Djibouti pour confirmer les faits sur le terrain. Le Gouvernement djiboutien a en fait admis sa participation par son silence au cours de la réunion et en ne donnant pas une suite favorable à cette demande.

Au lendemain de la réunion de Ouagadougou, le Gouvernement djiboutien n'a reculé devant rien pour couvrir l'Érythrée d'insultes. Enfin, le 18 novembre 1998, il a annoncé qu'il avait rompu ses relations diplomatiques avec l'Érythrée, exigeant que l'ambassade d'Érythrée à Djibouti soit fermée dans les 72 heures. Ce dernier acte du Gouvernement djiboutien ne fait que confirmer la position qu'il a adoptée contre l'Érythrée dans le conflit frontalier avec l'Éthiopie.
